

AUJOURD'HUI LA CHAMBRE REPREND SES SÉANCES

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.201. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

MARDI
26
AOÛT
1919

Ne hais personne,
pas même le méchant.
Plains-le, car il ne con-
naîtra jamais la seule
jouissance qui console
de vivre : faire le bien.
OCTAVE MIRBEAU.

En page 2 :

Déclarations de M. Bratiano
à l'envoyé spécial
d'« Excelsior » en Roumanie.

LE DÉNONCIATEUR DE MISS CAVELL DEVANT LE 2^e CONSEIL DE GUERRE



LA VICTIME : MISS CAVELL



LA PRISON DE BRUXELLES, OÙ FUT TUÉE MISS CAVELL : LA PIERRE FIXE L'ENDROIT OÙ ELLE TOMBA



LE CIMETIÈRE DE BRUXELLES, OÙ MISS CAVELL FUT ENTERRÉE — LE MONUMENT QU'ON LUI ÈLÈVERA



LE DÉNONCIATEUR : QUIEN



LA SALLE D'AUDIENCE DU CONSEIL DE GUERRE PENDANT LA LECTURE DE L'ACTE D'ACCUSATION. — A GAUCHE : QUIEN ; A DROITE : LE PRÉSIDENT

Le 2^e conseil de guerre de Paris a commencé hier l'examen des faits reprochés à Georges-Gaston Quien, accusé d'avoir dénoncé aux Allemands non seulement l'héroïque miss Cavell, qu'ils fusillèrent, mais encore l'architecte Baucq, fusillé ; la comtesse de Belleville et M^{lle} Thuliez, condamnées à mort ; l'ingénieur Cappiau et M^{lle} Bodart, condamnés aux travaux forcés à perpétuité ; la princesse Marie de Croy, condamnée à cinq ans de la même peine. Leur crime : avoir aidé des soldats alliés à échapper à l'ennemi après la retraite de Charleroi. La photo que nous publions de Quien a été prise lors de son arrestation à Colomb-Béchar, aux compagnies de discipline, où il avait été incorporé à la suite d'une condamnation pour escroquerie. La première audience a été occupée par la lecture de l'acte d'accusation.

LES ÉVÉNEMENTS DE BUDAPEST

DÉCLARATIONS DE M. BRATIANO

président du Conseil de Roumanie

A L'ENVOYÉ SPÉCIAL D'EXCELSIOR

Après avoir fait l'exposé de la politique de son pays vis à vis de la Hongrie, et des mesures militaires qui s'imposaient à l'égard du gouvernement de Budapest, M. Bratiano conclut en ces termes :

« La Roumanie sera toujours disposée à concilier ses intérêts avec les grands intérêts politiques de ses alliés. »

L'envoyé spécial d'Excelsior a été reçu, à Bucarest, par M. Bratiano, président du Conseil, qui lui a fait les déclarations qui suivent. Bien que retardées dans la transmission, elles ont encore trop d'intérêt pour que nous ne les reproduisions pas ; elles illuminent d'une grande clarté les événements encore obscurs qui ont accompagné la chute de Bela Kun :

BUCAREST, 15 août. — Seul le président du Conseil peut faire des déclarations précises et autorisées que comportait la situation en Hongrie. Inutile d'essayer, m'a-t-on dit. Occupé à préparer les réponses aux diverses notes des Alliés, M. Bratiano se refuse depuis longtemps à toute interview. Et il va quitter Bucarest pour quel-

Mais, pour nous, c'est une question qui influe sur notre existence matérielle, sur notre vie de tous les jours, et qui a décidé du sort de milliers de nos soldats.

Il peut paraître indifférent que deux ou trois mille Roumains de plus soient sacrifiés dans cette affaire. Mais, moi, je suis comblé de la vie de mes soldats. Allez, on démobilise, et que vient-on alors me parler d'un armistice qui m'oblige à continuer la guerre et à subir les assauts de l'ennemi ?

« Non, voyez-vous, si c'était à refaire, je recommencerais et marcherais à nouveau sur Budapest sans attendre l'assentiment de la Conférence. »

La situation en Bulgarie

Le président du Conseil s'arrête, et ici la voix se fait plus grave, le visage plus sérieux :

« Faites bien attention. Par une faute analogue, pour avoir négligé de s'assurer des armistices une position dominante dans le pays, on va en Bulgarie au-devant de grosses difficultés. »

M. Bratiano reprend, emporté par l'ardeur qu'il met à défendre la cause de son pays :

« On s'étonne des conditions d'armistice que nous voulons imposer à la Hongrie. Mais on oublie que notre pays a été complètement vidé par l'ennemi. Mieux que cela, je vous citerai un fait significatif. Vous savez que les Serbes envahissent le Banat, ce Banat que nous réclamions en entier et dont ils savaient fort bien qu'une partie au moins devait nous revenir. Quand ils durent se retirer de la région qui nous était assignée, ils évacuèrent tout le matériel roulant de chemin de fer, élevant même les voies ferrées. A Temesvar, ils emportèrent le moteur fixe de 5.000 HP qui fournissait l'énergie aux ateliers de la gare. Ils évacuèrent par trains entiers le mobilier des maisons, les troupeaux et jusqu'aux portes et fenêtres. Quand ils neurent plus de trains pour transporter tout ce butin, ils en chargèrent d'énormes péniches qui suivaient les canaux jusqu'en Serbie. Mais nos paysans, sans autre moyen de défense, coupèrent l'eau des canaux. »

« Eh bien ! maintenant, en Hongrie, on nous conteste même le droit de réquisition ! Nous ne devons loucher à rien ! Qu'on traite les ennemis comme des alliés, je le veux bien. Mais leur réserver un traitement de faveur, c'est aller un peu trop loin. »

Le danger bolchevik

Mais le président en vient à des arguments plus probants :

« Ce qu'on oublie trop, c'est le danger immense que constituait pour nous, et à mon sens pour toute l'Europe, le voisinage de ce régime bolchevik. On nous reproche d'avoir réglé la question pour la Hongrie. Et au ciel qu'une autre puissance soit en état d'en faire autant en Russie ! On oublie trop que notre armée, qui a su, après les rudes épreuves de Moldavie, conserver intact son esprit militaire et sa discipline, parvient, depuis des mois, à tenir fermement la ligne du Danube, élevant ainsi la seule barrière

vraiment ferme qui sépare l'anarchie russe du monde civilisé. Partout ailleurs, la ligne est soumise à d'incessantes fluctuations. On ne sait jamais où est au juste la limite. Deukine avance ou recule, des armées se dissolvent et se reforment. De notre côté du moins, nous sommes de toutes nos faibles forces une ligne de scission stable et solidement défendue. »

« Mais actuellement, dis-je, sans vouloir enlener en rien les secrets des négociations, quelle sera votre attitude ? »

Le président m'interrompt :

« La Roumanie sera toujours disposée à concilier ses intérêts avec les grands intérêts politiques des Alliés. »

Voilà, enfin, après tant de frêles propositions, une de ces heureuses formules selon la bonne vieille tradition diplomatique, qui permet d'espérer une solution satisfaisante.

La politique de la Hongrie

Je demande en terminant à M. Bratiano ce qu'il pense de la situation en Hongrie.

« La politique du pays, me dit-il, pour être saine, devra être assise sur une large base démocratique. Je n'aurai rien de bon du retour au pouvoir des magnats, s'il devait se produire. Et ce n'est certes pas la Roumanie qui peut être accusée d'être pour quelque chose dans le rétablissement de l'archiduc Joseph, qui a, de tout temps, fait preuve de peu de sympathie pour nos populations. »

L'audience est terminée, et je remercie le président du Conseil roumain de ses déclarations. On ne pourra, certes, pas leur faire le reproche de manquer de netteté.

A. CASANOVA.

En Haute-Silésie

Il n'est arrivé, hier, aucune information importante de la Hongrie. Quant aux nouvelles reçues de la Haute-Silésie, elles sont toujours contradictoires. Les Allemands s'efforcent de représenter le soulèvement spontané des Polonais, provoqué par une situation intolérable, comme une « insurrection préparée ». Les événements de Haute-Silésie ont causé une vive émotion à Varsovie, où M. Paderewski a eu toutes les peines du monde à empêcher la convocation immédiate de la Diète. Le gouvernement polonais vient de donner une nouvelle preuve de cette modération qu'il a montrée déjà au cours des récentes négociations de Berlin, en acceptant une transaction jugée par certains milieux allemands comme un recul de sa part.

La révision du traité de 1839

Hier, dans l'après-midi, la commission de la révision des traités de 1839 tiendra une séance. Les représentants de la Hollande et de la Belgique ne seront pas entendus aujourd'hui, mais on croit savoir qu'ils ne tarderont pas de nouveau à être convoqués.

A LA CONFÉRENCE DE PARIS

LA DISCUSSION DU TRAITÉ AVEC L'AUTRICHE N'EST PAS TERMINÉE COMPLÈTEMENT

LE COMITÉ DE COORDINATION LA CONTINUERA AUJOURD'HUI

En raison du départ prochain de MM. Balfour et Tittoni, que des raisons politiques appellent dans leurs pays respectifs, la remise du texte ne saurait tarder.

La discussion de la réponse aux contre-propositions de l'Autriche se poursuit, et se poursuivra encore aujourd'hui, avec la collaboration immédiate du comité de coordination, afin de gagner du temps. MM. Balfour et Tittoni ont manifesté leur désir d'une décision très prochaine en raison de leur intention de s'absenter de Paris pendant quelques jours ; M. Tittoni, notamment, doit participer aux séances de la Chambre italienne, au cours desquelles auront lieu les débats sur la ratification du traité de paix.

La réunion tenue hier par le Conseil suprême a été longue et animée ; trois questions principales étaient soumises à ses délibérations : 1° l'examen du projet de la lettre d'envoi, qui est rédigé ; 2° l'étude des projets de réponse présentés par les commissions complètes aux contre-propositions autrichiennes et du texte des amendements qu'il a été jugé équitable d'introduire dans le texte primitif ; 3° rédaction de la clause relative au maintien de l'indépendance de l'Etat autrichien.

L'accord n'a pas encore été réalisé sur les projets de réponse des commissions. Il n'existe pas, à vrai dire, des divergences de vues capitales. Mais la rédaction de certaines clauses ne réalise pas, sur quelques points de détail, une approximation suffisante. Nous citerons, notamment, d'une part, les clauses territoriales, où de très légères modifications des frontières proposées sont réclamées ; d'autre part, les clauses financières et économiques, qui doivent tenir compte de la diminution considérable de la capacité économique de l'Autriche, en raison des amputations qu'on lui impose.

Quant à la condition du maintien de l'indépendance autrichienne, elle prend d'autant plus d'importance que l'Allemagne ne paraît point du tout avoir renoncé à une absorption politique de l'Autriche. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire ce passage publié avant-hier par le *Vorwärts*, c'est-à-dire le journal le plus officiel du gouvernement de Berlin, en commentaire d'une information de la *Neue Freie Presse*, relative au rapprochement opéré par le chancelier Renner avec les puissances occidentales :

« Malgré tout, les Autrichiens sont et resteront nos frères. Ils sont Allemands et resteront Allemands malgré le traité de Versailles. Un jour viendra où l'Autriche et l'Allemagne pourront se tendre la main. »

Il est évident toutefois que la formule à introduire dans le traité est assez délicate à trouver.

Peut-être aurons-nous aujourd'hui une indication précise sur la date de la remise du traité définitif. Le délai de réponse, dit-on, serait assez court.

Le Conseil suprême a été également saisi, dans la séance d'hier, du rapport rédigé par la commission interalliée, nommée à cet effet, sur les incidents de Fiume. Au sujet de ce rapport, nos diplomates ont, suivant l'expression courante, « un bœuf sur la langue ». Il est impossible d'en connaître le contenu. On sait toutefois qu'il est conçu de manière à n'être désagréable à personne en « sauvant la face de tout le monde » et en faisant supporter la responsabilité des événements à la coexistence de nombreux soldats de toutes nationalités sur un point où les esprits sont passablement surechauffés. On ajoute qu'il donne à la France une satisfaction suffisante pour que nous n'acceptons sans réserve. Tout est bien qui finit bien.

Jean MENEVAL.

CET APRÈS-MIDI

LA CHAMBRE REPRENDRAS SES SÉANCES

Elle abordera aussitôt la discussion du projet de loi portant ratification du traité de paix conclu avec l'Allemagne.

Trente et un orateurs sont déjà inscrits. On annonce des discours de MM. Clemenceau, Viviani et Barthou.

La Chambre reprend, cet après-midi, ses séances interrompues le 6 août. Après avoir fixé une date de discussion aux demandes d'interpellation déposées pendant ces courtes vacances — dont les dernières, de MM. Giray, Lauche, Merlin et Ribeyre, ont trait à la vie chère — elle abordera la discussion du projet de loi portant ratification du traité de paix conclu avec l'Allemagne.

En dehors de MM. René Viviani, président, et Louis Barthou, rapporteur général de la commission ; de M. Clemenceau, président du Conseil, et des membres du gouvernement qui pourront être appelés à intervenir dans le débat, trente et un orateurs sont déjà inscrits. Citons, notamment, MM. Louis Marin, Charles Bonist, Groussau, Raiberti, Margaine, Cornudet, Ybarnégaray, Franklin-Bouillon, de Baudry d'Asson, etc., etc. Du côté socialiste, MM. Marcel Sembat, Albert Thomas, Renaudel, Ernest Laffont, etc.

On pense que cette discussion demandera une dizaine de séances. La commission combat, nous l'avons dit, la ratification du traité. Sur ce point, le vote de la Chambre n'est d'ailleurs pas douteux.

Après cette discussion, la Chambre devra se prononcer sur les traités de garantie conclus avec l'Angleterre et avec les Etats-Unis, puis sur les traités avec l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie. Elle aura, en outre, à résoudre les questions suivantes :

Les autres questions à résoudre

1° Armistice ; 2° sectionnement électoral des grands départements ; 3° douzième provisoire militaire pour le dernier trimestre de 1919 ; 4° fixation de l'époque d'expiration du mandat ainsi que de l'ordre et de la date des élections des divers corps électifs ; 5° détermination du régime provisoire de l'Alsace et de la Lorraine et notamment de la représentation au Sénat et à la Chambre de nos deux provinces reconquises.

Il serait prématuré d'indiquer dans quel ordre ces diverses questions seront discutées ; il semble toutefois que celle du sectionnement électoral des départements aura la priorité sur les autres, vu la nécessité de fixer sans retard les électeurs et les candidats sur la composition des circonscriptions. Le rapport doit, d'ailleurs, être déposé aujourd'hui, et on annonce le dépôt d'une motion en vue d'un fixer l'examen à des séances du matin, pour réserver celles de l'après-midi à la discussion du traité de paix.

La question de l'ordre et de la date des élections ne pourra venir en discussion qu'après la ratification du traité, car c'est seulement à ce moment que le projet du gouvernement sera déposé, ainsi que l'a déclaré à la tribune le président du Conseil.

Ajoutons qu'on annonce aussi, pour les séances qui suivront la ratification du traité de paix, un grand débat sur la politique générale du gouvernement.

LE RETOUR À L'ÉTAT DE PAIX

LA DIRECTION MILITAIRE DES TRANSPORTS DISPARAITRA LE 15 SEPTEMBRE PROCHAIN

ON EXAMINE PAR QUOI SERA REMPLACÉ L'ANCIEN ORGANISME

Ce que fut l'œuvre des chemins de fer français pendant la guerre et pendant l'armistice. Sur le réseau du Nord, plus de 60 millions de soldats furent transportés.

Depuis le début de la guerre, l'autorité militaire, pour des raisons de défense nationale aises à comprendre, exerçait sur les chemins de fer un pouvoir dictatorial confié à un service que dirigeait le général Gassouin.

Or, dès que sera ratifié le traité de paix et en tout cas le 15 septembre au plus tard, la direction militaire des chemins de fer disparaîtra, ou, en d'autres termes, les chemins de fer reprendront leur caractère normal. Comment s'opérera cette « déréquisition » ?

Sans doute, la solution la plus normale et la plus conforme à la cessation de l'état de guerre serait la restitution pure et simple des réseaux aux compagnies. Mais une grave difficulté s'oppose à l'adoption de cette solution. L'état de nos transports est tel que les compagnies ne pourraient pas assurer le service en appliquant strictement

le cahier des charges. Dans ces conditions, il faudra accorder des dérogations, donner des directions, sous peine de voir réalisés des transports inutiles et négliger de transports indispensables, tels que le ravitaillement des régions libérées, l'approvisionnement en charbon, etc.

Un nouvel organisme

Il faudra donc qu'un organisme existant, succédant à la direction militaire, et qui ait le droit et le pouvoir de faire en sorte que les services urgents soient assurés avant les autres. Mais on ne sait pas encore ce que sera cet organisme.

La question est étudiée sérieusement et assidûment par le comité consultatif des chemins de fer, qui s'est réuni, hier, à ce sujet, et se réunira de nouveau demain, à la même heure, pour examiner, sous la présidence de M. Gassouin, les dérogations aux cahiers des charges d'une loi sera présentée au Parlement pour créer le nouveau service destiné à remplacer la direction des transports.

En ce qui concerne la constitution de ce nouveau service lui-même, plusieurs solutions sont envisagées. L'une d'elle consisterait à instituer un conseil des directeurs des différentes compagnies, qui serait présidé par un personnage choisi en dehors des compagnies elles-mêmes, assisté d'un commissaire du gouvernement, qui donnerait les indications et les dérogations nécessaires.

Il semble que les réseaux fassent une certaine opposition à cette solution, et proposent plutôt un conseil des chefs d'exploitation, présidé par un représentant des compagnies, lequel serait en relations avec le gouvernement.

Quoi qu'il en soit, la direction militaire a vécu.

Les trains de permissionnaires supprimés à partir du 6 septembre

A partir du 6 septembre, les trains de permissionnaires seront supprimés, et la démobilisation elle-même s'achèvera à l'aide des trains normaux.

Depuis le 24 août, la déconcentration des 2 millions de troupes américaines est complètement terminée. Le dernier train est arrivé, avant-hier, à Brest, et les armées des Etats-Unis sont embarquées ou prêtes à l'être, à l'exception de 5.000 hommes qui restent sur le Rhin, et de quelques isolés détachés des divers services à Paris.

Quant à la déconcentration des armées françaises et anglaises, elle sera achevée avant le 15 septembre. Le général Gassouin, lui-même, n'aura plus qu'à opérer la liquidation de ses services et se consacrer exclusivement à ses fonctions de sous-chef d'état-major général de l'armée, dont il est resté titulaire. Depuis la mobilisation, il était détaché à la direction des transports, et c'est avec un personnel composé en tout et pour tout, de cinq officiers qu'il a commencé l'œuvre que nous allons essayer de définir.

UNE BESOINE FORMIDABLE

En 1914, le réseau ferré français comprenait 401.783 kilomètres de lignes, 14.047 locomotives et 373.000 wagons. Avec ces ressources, la direction des chemins de fer eut à assurer successivement le transport des troupes de couverture, la mobilisation, les déplacements incessants des unités, le ravitaillement des armées et la vie économique du pays.

Dès la mobilisation, les trains circulaient par milliers sur le réseau, et ce mouvement ne devait pas se ralentir ; à partir du 5 août, pendant la concentration, 3.000 trains, comprenant 147.000 wagons, furent mis en marche ; 345 de ces trains étaient affectés spécialement aux troupes britanniques.

Puis, le repli de nos armées ajouta aux difficultés de la tâche, que s'exerça de la population civile des pays envahis, encore compliquée. Certaines gares régionales, orientées alors jusqu'à 200 trains par jour.

Ensuite, ce fut la « course à la mer », véritable match de vitesse entre les trains français et ceux de l'ennemi ; le match devait aboutir à la bataille de l'Yser, au cours de laquelle, en douze jours, le réseau du Nord fit circuler sur la seule

LECONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER
Rue de Rivoli 53, PARIS
COMMERCES, COMPTABILITÉ, STENO-DACTYLO, LANGUES
Préparation aux Brevets et aux Examens



M. JEAN BRATIANO

ques jours. J'ai essayé, cependant, et j'ai été aussitôt invité à me rendre au domicile particulier du président, charmant hôtel de style mauresque au coin de la Calea Victoria.

J'ai tenu à vous voir avant mon départ, me dit aimablement M. Bratiano. C'est le moins que je puisse faire pour votre journal, qui s'est toujours trouvé au premier rang quand il s'est agi de défendre notre cause.

« Je vous parlerai franchement. D'ailleurs la presse française dans son ensemble a bien compris notre situation et a adopté à notre égard une attitude des plus sympathiques. »

« M. Bratiano continue, entraîné par la cause qu'il défend :

Jeu de passe-passe

« En somme, que nous reproche-t-on ? D'avoir violé l'armistice ? Mais, permettez, cet armistice, la Roumanie ne le reconnaît pas, ne peut pas le reconnaître. On n'a pris aucune mesure de sécurité pour le rendre, dès le début, efficace. Qu'en est-il résulté ? La création de cet état de choses hybride, équivoque, qui a laissé aux Hongrois le loisir d'exploiter à leur gré la situation politique. C'est ainsi que l'on a abouti à ce jeu de passe-passe renouvelé de Guignol. Lors de l'effondrement, révolution à Budapest. On dit au comte Karolyi : « Régions nous sommes. Non, excusez-moi, je me retire : voyez Bela Kun. » Maintenant Kun est parti, et nous devons causer avec l'archiduc Joseph. Il n'y a pas de raison pour que cela finisse. »

« Sommes-nous vraiment si coupables ? Il n'y a pas trois semaines que la Conférence nous demandait de participer à l'action contre Budapest. Elle estimait alors qu'il y fallait mettre 200.000 hommes, et si l'action a été retardée, la cause doit en être uniquement cherchée dans certaines méintelligences entre Tcheco-Slovaques, Serbes et Italiens. »

« Et, enfin, l'Amérique prétendait que l'entrée à Budapest ne se ferait pas sans des combats de rues acharnés et de terribles effusions de sang. Alors, fallait-il que j'attende de nouveaux atterrissements analogues à celui du mois de mai ? »

La marche sur Budapest en mai 1919

Je rappelle au président que j'étais, aux tout premiers jours de mai, avec les troupes roumaines entre Tokai et Debreczin, dans l'attente de la marche sur Budapest, et que je me trouvais à Nyiregyhaza quand survint l'ordre de la Conférence de suspendre les opérations.

Oui, vous êtes revenu bredouille, et, pourtant, nous serions arrivés alors bien facilement à Budapest !

Des commissaires bolcheviks me disaient, quelque temps après, à Budapest même, qu'ils s'étaient alors préparés à fuir et s'attendaient à voir arriver vos avant-gardes en quarante-huit heures.

Oui, et depuis, pendant trois longs mois, nous avons dû temporiser, c'est-à-dire subir les attaques des ennemis. Car, enfin, c'est le comble, cet armistice que nous devons respecter. L'ennemi l'ignore, et il nous attaque. On jette les hauts cris quand nous voulons nous emparer des canons hongrois, et on trouve naturel, en temps d'armistice, que ces canons tirent sur nos troupes.

Pour certains Elais, le problème hongrois n'est qu'un problème politique semblable à tant d'autres qui se trouvent soumis aux décisions de la Conférence.

La saison à Aix-les-Bains

La saison continue à être extrêmement brillante : une clientèle de choix fréquente la Reine des Villes d'Eaux et le mouvement, loin de se ralentir, promet un très brillant mois de septembre.

Les deux Casinos attirent une foule élégante. Les tournois de tennis et de golf relient les sportsmen. Les régates sur le lac du Bourget ont lieu fréquemment.

Tous les hôtels restent ouverts jusqu'au 15 octobre, et l'arrivée de la duchesse de Vendôme, ainsi que de nombreuses personnalités mondaines, justifie la confiance en Aix-les-Bains, séjour idéal d'automne.

CONGO SAVON DU CONGO
BLANCHEUR TEINT
VICTOR VAISSIER

M. POINCARÉ RÉSUME POUR "EXCELSIOR" SES IMPRESSIONS D'ALSACE-LORRAINE

Nous avons demandé au président de la République de bien vouloir évoquer, pour les lecteurs d'Excelsior, l'impression qu'il rapportait de son voyage triomphal en Alsace et en Lorraine. M. Raymond Poincaré a consenti à synthétiser cette impression dans un autographe que nous reproduisons, et dont les termes constituent un noble hommage à la fidélité des deux provinces retrouvées. Ces lignes résument d'ailleurs le dernier message que le Président adressa de Château-Salins aux Alsaciens-Lorrains.

La France n'a pas voulu que les droits inaliénables de l'Alsace et de la Lorraine fussent soumis à une arbitraire. Elle ne pouvait céder sur cette question de principe. Mais, dans les plus petits villages comme dans les plus grandes villes, dans la plaine comme dans la montagne, en Lorraine comme en Alsace, partant, la fidélité de la population à la France s'est manifestée sous la forme la plus émouvante.

Raymond Poincaré

FAC-SIMILÉ DE L'AUTOGRAPHE REMIS HIER PAR M. RAYMOND POINCARÉ À NOTRE COLLABORATEUR

Ayuntamiento de Madrid

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

AUX ETATS-UNIS

L'OPINION PUBLIQUE VEUT
AVANT TOUT QUE LE TRAITÉ
DE VERSAILLES SOIT RATIFIÉElle demandera, au besoin, que
l'amendement du sénateur Lodge
relatif au Chantong soit retiré.

WASHINGTON, 25 août. — Encouragés par l'avis que réservait la commission des Affaires étrangères à l'amendement relatif à l'attribution du Chantong à la Chine, les leaders républicains mènent avec une vigueur nouvelle leur campagne en faveur d'une politique purement nationale. Ils se déclarent décidés à proposer d'autres amendements encore au traité de paix, en faisant passer les intérêts des Etats-Unis avant toute autre considération, après avoir démontré que si les Etats-Unis prétendent jouer un rôle dans la politique européenne, leur politique nationale perdrait toute sa force.

On a vu de plus en plus que la lutte politique autour du traité de paix retarde le rétablissement de la vie économique normale et favorise la spéculation à outrance et la hausse générale du prix de la vie. Mais, pour cette raison même, on peut prédire que si l'amendement voté par la commission des Affaires étrangères devait être adopté, ainsi que les démocrates l'affirment, le renvoi du traité devant la Confédération, le traité de paix ne serait pas ratifié sans aucune modification.

WASHINGTON, 25 août. — La sous-commission judiciaire du Sénat a formulé des conclusions favorables à la ratification du traité par lequel les Etats-Unis s'engagent à aller aider la France si celle-ci est attaquée par l'Allemagne sans provocation.

Elle estime que ce traité, non seulement n'est pas contraire à la Constitution, mais que les Etats-Unis ont intérêt à ce que la France puisse recouvrer ses forces d'ailleurs, car la France est le grand bouclier et la protection pour les Etats-Unis contre toute future attaque allemande.

La lutte contre la vie chère

WASHINGTON, 25 août. — La commission de l'Agriculture de la Chambre, sur le rapport de M. Palmer, attorney général, a transmis à l'Assemblée le texte d'un projet de loi tendant à combattre la vie chère.

Le projet se conforme en somme aux directives données par le président Wilson. Les détaillants dont les affaires annuelles sont inférieures à 100.000 dollars, et que le projet de loi initial ne touchait pas, sont visés par le bill. Ils peuvent être, en cas de profits anormaux, condamnés à une amende de 5.000 dollars ou à deux ans d'emprisonnement ou aux deux peines simultanément. Les cultivateurs, qui, tout d'abord, devaient être soumis à un « fond control act », échappent, d'après le nouveau texte, à sa surveillance.

L'AFFAIRE JUDET

Le document accusateur

L'instruction de l'affaire Judet sera probablement confiée au premier conseil de guerre, dont le capitaine rapporteur, M. Roussel de Courcy, est actuellement en permission.

C'est à son retour que lui serait transmis le dossier.

Le Petit Parisien publie le texte original d'un document accusant qui figure dans le dossier : c'est un télégramme de M. von Jagow, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, montrant nettement en cause l'Allemagne qui aurait accepté, moyennant deux millions, de donner une force nouvelle à la propagande allemande dès la fin de 1917.

Voici la traduction de ce télégramme :

TRADUCTION

De l'Office des Affaires étrangères à Berlin du 14/12/1917, un heure de la nuit, à leur commissaire von der Lancken, à Bruxelles. (Arrivée le 14/12/1917, à 9 h. matin).

DÉCHIFFRAGE

D'après des nouvelles de Suisse, l'opinion doit être pour nous moins favorable maintenant qu'il y a quatre semaines. Un recensement ne serait à envisager qu'après un plus grand succès de l'Allemagne et une propagande mieux au point. Je voudrais par cette-ci gagner Judet. Il a d'abord décliné les offres qui lui ont été faites par l'intermédiaire de moi-même, mais, finalement, il a consenti sous les conditions suivantes : Comme il devrait abandonner la rédaction de son journal, qui représente une valeur de un million et demi, et qu'il risque un demi-million, montant de sa fortune privée, il demande deux millions. Pour cette somme, il mettrait à notre disposition toute sa force.

Ce chiffre me paraît insensé. Je vous prie de me faire connaître votre opinion. Je reste ici jusqu'à lundi.

Signé : Jagow.

Une lettre de M. Jonnart
à M. Aristide Briand

M. Jonnart, sénateur du Pas-de-Calais, ancien gouverneur général de l'Algérie, vient d'adresser à M. Briand une lettre relative au récent discours de l'ex-président du Conseil.

Après avoir dit que la politique d'union est plus nécessaire que jamais, M. Jonnart s'exprime ainsi :

« La guerre a passé. Jamais autant de ruines n'ont été accumulées sur les provinces qu'il y a eu de siècles. Servent de bouclier à la France. Jamais de plus redoutables problèmes économiques et financiers ne se sont imposés aux méditations des hommes d'Etat.

« Il faut les résoudre, sinon notre glorieuse patrie ne recueillera pas les fruits de sa victoire, qui lui a coûté tant de larmes et de sang.

« Or, la reconstitution nationale, mon cher président, ne saurait se poursuivre dans la tumultueuse querelle parlementaire, dans le chaos des divisions parlementaires. Toutes les intelligences et toutes les bonnes volontés réunies, étroitement associées, entendent-elles bien, suffiront à peine à l'accomplissement de l'œuvre formidable que devra réaliser le Parlement de demain.

« Vous voulez, dites-vous, la pensée libre. Libérons-la d'abord des mesquines préoccupations et des colères de la politique que vous avez naguère qualifiées plus sévèrement que personne.

« Et qu'à cette heure, la plus tragique peut-être de notre histoire, au-dessus de toutes les opinions, celle-ci se dresse avec une résolution : la France avant tout ! »

EN HONGRIE

L'ARCHIDUC JOSEPH
LANÇE UNE PROCLAMATION
AU PEUPLE HONGROISIl se retire, dit-il, pour ne pas être
un obstacle à ce que les ennemis
de la Hongrie deviennent ses amis.

BALE, 25 août. — On mande de Budapest : La mission militaire de l'Entente envoyée à Budapest a fait parvenir samedi après-midi au prince Joseph le télégramme de M. Clemenceau. Elle a rendu visite au ministre-président Friedrich.

Les membres du gouvernement se sont réunis tout de suite. Après une courte délibération, la décision fut prise à l'unanimité que l'administrateur devait se retirer et le ministre démissionner.

La mission interalliée a pris en outre le gouvernement actuel de gérer les affaires jusqu'à la formation d'un nouveau cabinet.

M. Friedrich a déclaré que le ministre se transformerait dans un délai de deux jours, que deux portefeuilles ministériels et un poste de secrétaire d'Etat étaient à la disposition des socialistes.

L'archiduc Joseph s'est retiré dans toutes les formes désirables. En prenant congé de lui, le ministre des Affaires étrangères l'a remercié au nom du ministère pour l'activité désintéressée dont il avait fait preuve. Profondément ému, l'archiduc Joseph répondit que son activité ne méritait aucun remerciement. Il était venu parce qu'il avait appelé et parce qu'il voulait aider sa patrie bien-aimée. Il se retire avec la conscience d'avoir rempli son devoir à l'égard de la nation.

L'archiduc Joseph a lancé une proclamation au peuple hongrois. Il déclare que sa mission est terminée et que les élections peuvent être préparées sans entrave. L'archiduc Joseph ne veut pas que sa personne constitue un obstacle à ce que « nos anciens ennemis deviennent nos amis et nous fournissent les moyens nécessaires au relèvement du peuple magyar ».

Formation d'un Conseil d'Etat

BALE, 25 août. — On mande de Budapest à la Nouvelle Presse Libre :

« A la suite de la retraite de l'archiduc Joseph, un Conseil d'Etat se serait constitué pour la formation du cabinet Lowaszy. Les démissions de l'archiduc Joseph et du ministre Friedrich signifient, suivant ce journal, un changement complet du système politique. »

Bauer soutenait

le bolchevisme hongrois

BALE, 25 août. — On mande de Budapest aux journaux :

« Les autorités militaires roumaines d'occupation ont découvert entre autres dans les archives du ministre hongrois de l'Extérieur un télégramme de l'ex-secrétaire d'Etat autrichien Bauer à Bela Kun, le priant de détruire tous les documents relatifs à la livraison des armes de l'Autriche allemande à la Hongrie.

On considère à Vienne ce document comme une preuve irréfutable de la politique criminelle avec laquelle Bauer, actuellement encore membre de la commission de socialisation, a soutenu le bolchevisme hongrois.

En Allemagne

L'effondrement du mark

GENÈVE, 25 août. — Le cours du mark, à Genève, était mercredi dernier de 26,50 sur 100 marks, cours le plus bas depuis l'ouverture des hostilités.

La baisse continue. Jeudi, on cote 25,15; après un léger relèvement à 26,65, vendredi, le mark vient de s'inscrire à 25,975.

L'armée bavaroise passe sous le contrôle de Nosske

BALE, 25 août. — La Frankfurter Zeitung annonce que Nosske arrivera aujourd'hui à Munich pour se rendre à la capitale de la République de Weimar, en qualité de représentant de l'empire, l'administration de l'armée bavaroise et le haut commandement des forces militaires de l'Etat libre.

Le ministre bavarois de la Guerre actuel, Schneppenhorst, qui quitte définitivement son poste, sera remplacé par le lieutenant général Beckhard, commandant le contingent bavarois de la milice d'empire (Reichswehr).

Un tortionnaire allemand
condamné en Belgique

BRUXELLES, 25 août. — Le gardien de prison Kirch avait été arrêté il y a quelques mois par la sûreté militaire belge à Aix-la-Chapelle, pour avoir, en 1915, infligé de mauvais traitements à des prisonniers belges et français dont il avait la garde à la prison d'Aix-la-Chapelle.

Kirch, traduit devant le conseil de guerre siégeant à Aix-la-Chapelle, a été condamné à 18 mois de prison, 1° pour abus d'autorité, 2° pour coups et blessures envers des prisonniers dont il avait la garde.

Les faits visés étaient antérieurs à l'armistice. Le conseil de guerre a néanmoins décidé de s'occuper de leur répression, en vertu du principe selon lequel la non-rétroactivité des lois ne s'applique pas aux lois de compétence et de procédure. Après la condamnation de Kirch, le procureur supérieur de Cologne a réclamé la condamnation du dossier. Celle-ci n'a pas été faite, les autorités judiciaires alliées n'ayant pas à obéir aux injonctions des fonctionnaires allemands.

L'accord anglo-belge

est ratifié

BRUXELLES, 25 août. — Suivant le XX^e Siècle, le Conseil suprême des Alliés vient de ratifier l'accord intervenu entre les gouvernements anglais et belge, accord attribuant à la Belgique la plus grande partie des territoires de l'Urundi et du Ruanda dans l'est africain.

La santé de M. Lutaud

BONNEVILLE, 25 août. — L'état de santé de M. Lutaud, ancien gouverneur général de l'Algérie, est des plus satisfaisants. Il a reçu hier de nombreux amis à sa villa de Mont-Saxonne, et pendant toute la journée il a fait preuve d'une grande gaieté, malgré les multiples blessures qu'il a à la tête et à la main.

SUR LE FRONT RUSSE

LA POLOGNE ET L'UKRAINE
VONT UNIR LEURS FORCES
CONTRE LE BOLCHEVISMEPar le traité qu'elles viennent de
signer, il n'y aura plus qu'un front
unique de la mer Noire à la Dvina.

BALE, 25 août. — D'après une information de la Gazette de Varsovie, publiée par le Bureau de correspondance viennois, le traité entre la Pologne et l'Ukraine a été conclu sur les bases suivantes :

Le gouvernement de Pétlioura se désintéresse de la Galicie orientale. La Pologne et l'Ukraine uniront leurs forces contre le bolchevisme. Le gouvernement polonais s'engage à ne pas faire pénétrer ses troupes dans les territoires occupés militairement par Pétlioura, sous l'autorisation de celui-ci.

On voit ainsi un front unique contre les bolcheviks s'étendre de la mer Noire jusqu'à la Dvina occidentale.

Au Nord et à l'Est, la situation
des Russes s'améliore

LONDRES, 25 août. — On mande d'Hel-singfors au Times que le nouveau gouvernement de la Russie du Nord, établi provisoirement à Rval, commence à prendre des mesures en vue d'améliorer sa situation. A la suite de la visite du général Gouzh la réorganisation du front russe a été entreprise. Ce front est divisé en deux secteurs, commandés par les généraux Radziensko et Balahovitch, sous le commandement suprême du général Youdenitch. Les généraux Radziensko et Balahovitch ont prêté serment de fidélité au nouveau gouvernement.

D'autre part, le correspondant du Times mande d'Onisk, à la date du 20 août :

« La position de l'armistice Kolchak ne cause plus d'anxiété. Les rouges se sont retirés à quelque distance du Tobol, sur lequel nos armées sont concentrées. »

L'avance du général Denikine

LONDRES, 25 août. — On mande de Taganrog, le 12 août, que les troupes du général Denikine ont franchi le Dnieper et occupé Berislav. Elles marchent vers l'Est et le Sud-Ouest dans la direction de Kieff et d'Odessa.

Les paysans et les ouvriers de ces régions leur sont favorables.

L'approche de l'armée de Denikine a provoqué le soulèvement de la population d'Elizavetgrad contre les bolcheviks.

Le personnel des tramways de Kharkoff a fait don de ses salaires d'une journée aux troupes volontaires.

Kharkoff est un centre de réparations, sur le front Ouest, des trains blindés pris aux bolcheviks.

A Znamenska et aux alentours d'Elizavetgrad, deux wagons et trois trains blindés ont été pris aux bolcheviks.

Dans le butin capturé à Krementchug, le matériel roulant saisi couvre trois milles de voie ferrée.

Le voyage en Orient
du cardinal Dubois

ROME, 25 août. — Le pape a reçu ce matin le cardinal Giustini. Le cardinal quitte Rome ce soir pour se rendre à Jérusalem, où il remplacera le Saint-Père aux fêtes du septième centenaire de la garde franciscaine des lieux saints.

Le cardinal Dubois, archevêque de Rouen, partira peu après en Orient pour visiter les lieux saints, les missions et établissements catholiques français. Dans les milieux religieux, on attribue à ce voyage du prélat français une portée à la fois religieuse et politique. Ce voyage, assure-t-on, a la même importance que celui du cardinal Bourne, archevêque de Westminster, et contribuera à régler définitivement la situation des chrétiens en Orient.

Deux notes bulgares

La délégation bulgare a présenté, hier matin, deux nouvelles notes à la Conférence.

Dans la première, elle s'élève contre l'attribution aux Serbes de territoires qui appartiennent à la Bulgarie depuis qu'elle a proclamé son indépendance.

Dans la seconde note, le gouvernement de Sofia demande que la remise des prisonniers bulgares livrés après la cessation des hostilités, conformément aux clauses de l'armistice du 28 septembre, soit effectuée le plus rapidement possible. Le chiffre de ces prisonniers s'élevait à 80.000 environ; 50.000 d'entre eux ont déjà été renvoyés; il en reste, par conséquent, autant à remettre aux autorités bulgares.

NOUVELLES BRÈVES

— Tirage des Obligations de la Ville de Paris (Emprunt 1901 Métro), sont remboursés par 200.000 francs, le n° 33.417; 10.000 francs, le n° 134.160; 1.000 francs, les n°s 15.252, 100.821, 141.788, 158.712, 166.913, 186.657, 205.914, 218.353, 221.576 et 302.308; en outre, 1.284 numéros sont remboursés au pair.

— M. Laffère, ministre de l'Instruction publique, a été élu, hier, président du conseil général de l'Hérault.

— M. Nadal, conseiller de préfecture du Cher, est nommé conseiller de préfecture de la Loire, en remplacement de M. Belardin, appelé sur sa demande à d'autres fonctions.

— La censure est supprimée d'une façon générale en Belgique. Dans les cas où elle subsiste, elle fonctionne de manière à ne pas retarder l'établissement des correspondances.

— Au puits Bessille, d'Epinaux-Mines, une rage ayant tué un piqueur, quatre ouvriers mineurs furent précipités dans le vide. Trois parvinrent à s'accrocher à une échelle, mais leur camarade Nève, dix-huit ans, vint s'écraser au fond du puits.

Un incendie a détruit le dernier étage et les combles d'une maison sise 66, avenue de Paris, à Vincennes.

Cent cinquante hectares de bois de diverses essences ont été incendiés dans la commune d'Auriac (Corrèze). Les pertes sont évaluées à 70.000 francs.

Les landiers de Bar-sur-Aube ont décidé de boycotter le marché pendant huit jours, pour protester contre les cours normaux.

— On mande de Nantes qu'un canot automobile, dans lequel avaient pris place seize personnes, a coulé à pic dans l'Erdre. Il y a deux noyés : M. Abel Graud et Mue Moreau, de Nantes.

— M. Paul Hymans, ministre des Affaires étrangères de Belgique, a quitté Bruxelles, hier, pour se rendre à Paris, à la demande de M. Clemenceau.

— Une dépêche de Marfa (Mexique) dit que le lieutenant aviateur américain L. L. L. a été tué par le chef des bandits, Jésus Botella, au moment où il bandait de Bantera l'œil d'un prisonnier.

Ayuntamiento de Madrid

INVISIBLE ET PRÉSENTE

Par le VICOMTE DE BONDY

Mon ami Adalbert m'adresse de Suisse ce
mystérieux journal :

6 juillet.

« Peuple d'amorphes que les gens qu'on croise. Etres sans forme et sans ossature que le destin jette à ma traversée, comme la mer jette ses floes inconsistants dans les grottes qui s'ouvrent au pied des falaises.

Le temps que je les accueille, ils se moulent servilement au contour de ce qui est moi, et je les oublie aussitôt vite que les creux du roc oublient la visite vaine de la vague.

Trainer pendant des jours et des semaines parmi la foule qui n'a aucun visage, dans la foule noire de ceux qui ne comprennent rien et dans l'éclat gris de ceux qui comprennent et ne font que comprendre ! Que m'importe qu'on me comprenne si mes idées doivent se momifier dans les intelligences sans y laisser de dynastie : il me faut l'intelligence ou mes pensées cheminent, pour que les faibles s'y blessent et meurent, pour que les fortes et les belles y grandissent, s'y reproduisent, et que les siennes et les miennes s'échangent transfigurées et radieuses, comme deux miroirs se renvoient à l'infini les oiseaux divins de la lumière. Et les seules intelligences que j'aie trouvées étaient de ces dures intelligences d'hommes, froides et claires chambres de marbre, qui sont des demeures de géomètre. Viendra-t-elle jamais, la nonpareille ?

15 juillet.

Ports de la Méditerranée, vers lesquels au matin le navire arrive depuis la haute mer et qui surgissent sous le baiser limpide de l'aurore, si accueillants, si dorés, si roses. Echelles d'espérances : quel bonheur il y aura là-bas !

Chaque visage nouveau de femme qui plaît est attirant comme une contrée inconnue où la brise balance des palmes, mais quand on n'a plus vingt-cinq ans, on sait trop quelle dévotion plus ou moins immédiate et quelle lassante monotonie accompagnent ces sortes de voyages.

Il y en a pourtant qui, sous leurs paupières, semblent apporter tout le ciel dans leurs yeux, et d'autres dont les regards de douces ténèbres sont si lourds que rien qu'en supportant une fois le fardeau on subit leur emprise et qu'on sait aussitôt qu'on ne pourra plus vivre ailleurs que dans la nuit calme qui les épandent.

Et quoiqu'on sache, qu'on sache bien des choses, qu'on ait en soi des grottes qui se mouloient, on suit le plus jeune rêve.

C'est la raison qui a des grottes, et non pas la folie. Le grotte linte comme le petit rire de vieillards du raisonnement juste. La folie, elle, glisse au long des longues plaintes que les violons étreignent dans le soir et qui, au-dessus des chaudes mers phosphorescentes, vont se joindre aux rayons de lune...

17 juillet.

Il semble, dès que le cœur se penche sur une femme, qu'on n'ose plus la nommer, qu'il y ait une sorte de honte à la préciser, entre d'aussi minuscules limites : elle n'a pas besoin de nom, unique qu'elle est et constamment présente : petite idole d'or dont les yeux de prières partent nous suivent et vers qui convergent toutes les spirales d'encens du monde, elle devient ineffable ; il n'y a plus de mots assez beaux ni assez doux pour être elle.

Et elle ne retrouve de nom que plus tard, quand on a repris pied chez la Raison qui est bien la plus terrible Terre de Désolation.

Hâtons-nous de nous enrouler, déjà le ricanement est derrière la porte.

« Emportons-nous de pleurer de lout... de peur d'être obligés d'en rire. » Beaumarchais dit le contraire. Pourquoi ?

C'est toujours le rire qui vainc, un rire sans joie qui ne grimace que sur des morts ; et suprême injure à nous-mêmes, nous ramassons pour nous bafouer l'arme que durant notre folie nous avons le plus haïe chez les autres, le mépris du rêve. Hélas !

23 août.

Fragile puérilité des extases vues du rivage quand on a repris pied chez la Raison qui est bien la plus terrible Terre de Désolation.

Hâtons-nous de nous enrouler, déjà le ricanement est derrière la porte.

« Emportons-nous de pleurer de lout... de peur d'être obligés d'en rire. » Beaumarchais dit le contraire. Pourquoi ?

C'est toujours le rire qui vainc, un rire sans joie qui ne grimace que sur des morts ; et suprême injure à nous-mêmes, nous ramassons pour nous bafouer l'arme que durant notre folie nous avons le plus haïe chez les autres, le mépris du rêve. Hélas !

BONDY.

A la Commission sénatoriale
des affaires étrangères

M. Clemenceau, président du Conseil, qu'accompagnait M. André Tardieu, a été entendu hier par la commission sénatoriale des affaires étrangères, à laquelle il a fait un exposé complet des négociations qui ont abouti au traité de paix avec l'Allemagne. Le président du Conseil a répondu à d'autres parts, un certain nombre de questions de MM. de Selves et Paul Doumer.

La commission entendra vendredi une première lecture du rapport de M. Léon Bourgeois.

La grève des dockers
de Marseille

MARSEILLE, 25 août. — Par suite de la grève générale, décidée hier, par les dockers, les quais du port étaient, ce matin, complètement déserts.

Cet après-midi, cette situation s'est quelque peu modifiée, le préfet, d'accord avec l'autorité militaire, ayant mis à la disposition des compagnies et des entrepreneurs neuf cents travailleurs coloniaux, Algériens et Annamites.

Ces travailleurs, répartis dans les docks et les moles, ont notamment travaillé au déchargement du vapeur anglais *Milvia*, chargé de viandes frigorifiées et de premiers ; du *Sidi-Brahim* et du *Moise*. Ces navires sont l'objet de la surveillance particulière de gardiens de la paix et d'agents cyclistes. Le *Nimidia*, courrier d'Alger, est parti ce soir sans avoir complété son charbon. Il charbonnera en Corse pour assurer son retour.

Cet après-midi, à 4 h. 30, les dockers se sont réunis à la Bourse du travail. Après divers discours, ils ont adopté un ordre du jour par lequel ils se déclarent satisfaits du mouvement d'ensemble de la grève, protestent contre la main-d'œuvre coloniale mise à la disposition des entrepreneurs, et décident de maintenir leur mouvement de grève sur les quais. La réunion s'est terminée dans le plus grand calme.

On annonce, ce soir, que de nouveaux travailleurs indigènes vont être envoyés d'urgence à Marseille pour assurer le trafic maritime.

Parmi les industries marseillaises que la crise des transports atteint particulièrement, il faut citer celles des produits chimiques et similaires.

Dans les savonneries, par exemple, pour assurer non pas la production complète, mais seulement une demi-fabrication, il faudrait qu'on pût disposer, par semaine, de 1.750 tonnes pour le transport des produits, d'une part, et, d'autre part, on pût recevoir, dans la même période, environ 3.000 tonnes de charbon. Comme il est aussi difficile d'obtenir des wagons pour expédier le savon que de recevoir du charbon, le résultat est le suivant : emmagasinement de plusieurs millions de kilos de marchandises sans espoir d'évacuation prochaine, et chômage forcé de 20.000 ouvriers.

M. Millerand en Savoie

CHAMBERY, 25 août. — M. Millerand, haut commissaire de la République en Alsace-Lorraine, arrivait demain à Challes-les-Eaux.

Épilogue d'un drame récent

PRIVAS, 25 août. — On vient d'interdire dans un asile d'aliénés Mme Loisy, dont les deux fils âgés de treize et dix-sept ans furent tués récemment, à coups de fusil, par un rôdeur.

lorsque, déchu et sans diadème, il faut la distinguer au Panthéon de ses sœurs grises. Oh ! alors, comme il redeviendra facile de la nommer !

29 juillet.

La passion que d'être vivante lui inflige, c'est en poésie qu'elle la souffre. Expression fougueuse et spontanée que n'endurait aucune barrière. Comme une eau monte et s'épanche, la poésie ruisselle d'elle, ou toute douleur et toute joie sont les affluents de la même extatique torture.

Il semble ainsi que depuis toujours elle effleure d'elle d'étranges pages. Enfant ingénu et merveilleusement doué, dont les défauts sont des attraits. Que sera-t-elle, elle qui n'est qu'une aurore éclatante ? Combien, sans mourir, de Marcellus ont failli !

Et quand elle veut un palliatif immédiat à sa perpétuelle fièvre, c'est à la musique qu'elle remet son âme, musique rapide qui naît et fuit sous ses doigts, délivrance, harmonies détreuites aussitôt que nées, dont il ne reste rien, qui consolent le temps de leur courte vie et qui, vibrante armure, protègent contre tous les chocs raques du dehors.

C'est le propre de certains caractères que d'être les princes de tous les domaines.

Où qu'elle aille, elle apparaît maîtresse. Si elle se rend humble, ce n'est que feinte.

Elle asservit ainsi la musique, et nous qui en faisons avec elle ne sommes que les lieutenants de sa conquête. Dans la forêt des sons, elle a l'air de marcher seule ; portant sur sa tête fléchie tout le royal fardeau, elle traîne l'accompagnement comme un cortège.

Il y a des choses qui plaisent tant, qu'en y pensant on a envie de fermer les yeux de douleur.

8 août.

...Absence brusque et pour toujours. Quel arrêt subit de la vie, comme, sa tige coupée, une plante aspire et étouffe, ne recevant que le vide.

Bondissements du cœur indigné qu'on sèvre de la seule joie à laquelle il s'abreuve.

D'aucune autre, il ne daigne...

Bizarre et pauvre

LES COURES

La roi et la reine d'Angleterre viennent d'arriver au château de Balmoral, en Ecosse, avec une suite nombreuse.

INFORMATIONS

Un grand dîner a été donné, ces jours derniers, à Bruxelles, par M. Louis de Sadeleir, président de la Chambre des représentants, en l'honneur de M. P. A. S. Franklin, président de la International Mercantile Company, de New-York.

Parmi les convives : M. J. Parker Kerlin, M. P. V. Mitchell, M. A. Franck, M. Delacroix, M. Renkin, le sénateur Brann, M. P. Roel, comte Guy d'Outremont, vicomte R. de Biolley, M. Gour, consul général de Belgique au Canada, M. Georges Bouquene, M. Paul Lambert, etc.

Le comte et la comtesse Amard de Chabran viennent de se réinstaller dans leur beau château de Fontaine-Française, dans la Côte-d'Or, où ils séjourneront, comme tous les ans, jusqu'à la fin de l'automne.

Ce château est, sans nul doute, une des plus belles demeures de la région. Il a été élevé, de 1754 à 1758, par M. de Saint-Julien, et réparé, de 1843 à 1848, par le marquis de La-Tour-du-Pin.

La salle des gardes, pavée en marbre de Fournet, est ornée d'une cheminée de pierre noire sculptée, et porte le buste de Henri IV. Cette salle possède aussi un beau plafond à caissons, et elle est tendue de tapisseries représentant des scènes de la vie d'Alexandre. Dans le salon qui se trouve à proximité, une belle tapisserie représente une chasse chasseresse d'après l'Albane, et l'on voit cinq grands portraits de Henri IV, et d'Alain, Joachim, Jacques et Charles de Marignac.

Le comte et la comtesse François de Chabran sont partis hier, pour Biarritz.

La princesse de La Moskowa fait, en ce moment, un séjour chez l'impératrice Eugénie, à Farnborough.

On télégraphie de Sydney qu'à son arrivée à Fremantle (Australie) M. Hughes a été l'objet d'ovations enthousiastes de la population.

FIANÇAILLES

On annonce le prochain mariage de M. Léon de Bevery, lieutenant de cavalerie, pilote aviateur, décoré de la croix de guerre, avec Mlle Marie-Antoinette de Mancier.

MARIAGES

Nous apprenons avec plaisir le mariage de Mlle Suzanne Mossé, fille de M. Emmanuel Mossé, industriel, et de Mme, née Mossé, avec M. le capitaine aviateur Anselme Marchal, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, avec trois citations, chevalier de l'Ordre de Saint-William de Russie, fils de M. Charles Marchal, décédé, et de Mme Marchal, née Chatain. La cérémonie s'est passée dans la plus stricte intimité. Le témoin de la mariée était M. le docteur Félix Prévaut, chevalier de la Légion d'honneur. Le témoin du marié était son ami intime M. Humbert.

DEUILS

Un service pour le repos de l'âme de S. M. le roi Louis-Philippe aura lieu aujourd'hui, à 10 heures, en la chapelle de la Compagnie, à Neuilly.

On annonce la mort du lieutenant Paul Lambert, décédé, hier, à l'hôpital Saint-Joseph.

On apprendra avec regret la mort de M. Alfred Bernaud, administrateur délégué du Petit Journal, officier de la Légion d'honneur, décédé à Verneuil-sur-Seine, après une longue maladie.

M. Bernaud appartenait à de nombreuses sociétés industrielles et commerciales. Il était, notamment, président du conseil d'administration de la Hotellerie.

Nous apprenons la mort :

De l'éminent chimiste anglais Vernon Harcourt, décédé dans sa résidence de l'île de Wight, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Landru et les témoins

Landru a été confronté hier, avec M. Vi-deau, avocat-conseil, qui fut chargé par le propriétaire de Mme Guillot de le représenter contre cette dernière dans une affaire de retards de termes.

Landru eut les intérêts de Mme Guillot et ne fut aucune difficulté pour le reconnaître.

On revient ensuite sur la fameuse quittance de Mme Guillot, et l'inculpé refuse de répondre.

M. Bouin a fait transporter au sous-sol du greffe les meubles saisis dans les garages de Landru.

Les chaussures trop chères

Sur commission royale de M. Fortin, juge d'instruction, M. Laveyssé, chef du service spécial des fraudes, s'est rendu, hier matin, dans un grand magasin de chaussures du boulevard Sébastopol, où il a procédé à une vérification et à une perquisition. Une partie de la comptabilité a été saisie ainsi que plusieurs types de chaussures, et le tout a été transporté au Parquet à fins d'expertise. Il serait établi que la maison en question avait prélevé des bénéfices exagérés allant jusqu'à 45 francs par paire de chaussures.

Des opérations identiques ont eu lieu dans un magasin qui possède cette maison à Montmartre.

L'anniversaire de la victoire de la Marne

MEXY, 25 août. — Le Souvenir Français organise, pour le 7 septembre, une cérémonie pour commémorer le cinquième anniversaire de la première victoire de la Marne.

Le matin, à 10 heures, sous la présidence du cardinal Lugin, archevêque de Reims, assisté de Mgr Marbeau, évêque de Meaux, Mgr Ginielly, évêque de Verdun, prendra la parole.

Le programme musical de cette messe sera exécuté avec le concours des chanteurs de Saint-Gervais et d'artistes de la garde républicaine.

L'après-midi aura lieu le patriotique pèlerinage aux tombes de nos héros, notamment à la grande tombe de Neufloulers-Meaux-Villerois, au cimetière et à l'église de Barcy-lès-Meaux, au cimetière de Chantilly, au nouveau cimetière de Meaux.

Des comités formés dans les Alpes-Maritimes se sont groupés pour recueillir deux wagons de fleurs et de palmes pour orner les tombes.

Mgr Marbeau présidera à leur répartition.

EN EXCURSION ET EN VOYAGE
Emportez un **APPAREIL PHOTO**
N'oubliez pas **QUO PHOTO-PLAT**
37 et 39, Rue Lafayette, PARIS-OPÉRA
Vend les Meilleures - Cal, sur demande

La chasse est ouverte dans un tiers environ de nos départements ; elle ouvrira bientôt dans un tiers des autres. Et ça me fait un peu de chagrin de ne plus prendre part à cette solennité : je ne suis plus assez bon marcheur, hélas ! pour courir la plaine ; je dois me contenter de la battue, que méprisent tous les vrais chasseurs, et de la chasse « en cabane » aux oiseaux d'eau, l'hiver.

Et pourtant ma passion n'a pas toujours été heureuse. J'ai même bien failli débiter par la fenêtre une contravention.

Ca remonte loin, c'était en 1880. Je portais un fusil pour la première fois, et j'avais un permis, naturellement : un jeune chasseur a toujours un permis. Le sentier dans sa poche est pour lui une cause de fierté, comme les poils encore follets qui ornent son menton. Mais ce permis n'a rien empêché, comme vous allez voir.

Je faisais mes premières armes, c'est le cas de le dire, en Bourgogne, sous les auspices d'un homme charmant, dont les chroniques ont durant trente années enchanté les lecteurs des Débats, Henri Chantavoine, et d'un sous-préfet fantaisiste — il y en a, à même depuis que Sapeck est mort. Ce sous-préfet portait un nom qu'un de ses parents a illustré à la fois dans la botanique et la littérature. Je ne le désignerai point plus clairement.

Il paraît que nous nous engageâmes, bien innocemment d'ailleurs, sur le territoire d'un village qui faisait garder sa chasse. Bien que nos intentions fussent pures, le garde champêtre, un vieux dur à cuire sur lequel d'innombrables hivers semblaient avoir neigé, se montra impitoyable. Il avait déjà le carnet à la main, il verbalisait d'une main saine, mais obstinée.

Nous jetions des regards d'imploration, ce délicieux Chantavoine et moi, au sous-préfet. Un sous-préfet, même en 1880, et même encore bien plus en 1880 qu'aujourd'hui, c'était une puissance ! Mais je vous ai dit que c'était un sous-préfet fantaisiste. Désarmant des pieds à la tête cet antique gardien de la paix campagnarde, il s'écria :

— Ah ! c'est comme ça ! Ah ! c'est comme ça ! Eh bien, je suis sous-préfet, moi ! et je vous dresse à mon tour procès-verbal pour port d'insignes subversifs !

Ce pauvre vieux était garde champêtre depuis Louis-Philippe, et, pour comble, il avait hérité de son père non seulement les fonctions, mais la plaque, qui portait trois fleurs de lys.

...Et vous n'y coupez pas de la destination, mon vieux, vous n'y coupez pas ! Ajoute ce sous-préfet cynique, d'une voix saugave.

Je dois révéler en rougissant que non seulement le malheureux garde champêtre nous laissa chasser deux heures durant sur ces terres réservées, mais qu'il porta notre gibier.

Pierre MILLE.

Prix académiques

L'Académie des Sciences a décerné, hier, des prix de physiologie s'élevant à la somme de 6.450 francs à MM. R. Lévy, Léon Binet, Léon Chevreuil et à Mme Lucie Randoin, avec citations très honorables à M. MM. Couvreur, Duroux et André Léri.

Elle a ainsi réparti ses prix généraux : 10.000 francs à M. Henri Lebesgue, pour l'ensemble de ses travaux mathématiques ; 4.000 francs à M. Camille Delzenne, de l'Institut Pasteur, pour ses travaux sur la présence et le rôle du zinc chez les animaux ; 4.000 francs à M. Adolphe Richard ; 3.000 francs à M. Louis Roule, professeur au Muséum, et deux prix de 1.500 francs chacun à M. Hélios Olivier d'une part, et à M. Adrien Lort et Legagneux d'autre part.

Enfin, sur ses fonds de recherches scientifiques, elle a attribué un prix de 5.000 francs au docteur Jean Camus, un prix de 4.000 francs à M. René Baire ; elle a accordé à Mmes Cusko et Ruck, en partage, les 2.000 francs d'arrérages de la fondation Lannelongue.

Deux comètes

M. Baillaud, directeur de l'Observatoire de Paris, annonçait hier à l'Académie des Sciences deux comètes nouvelles.

L'une a été découverte, le 20 août, dans le ciel américain, par M. Melcaff, professeur à l'Université Harvard ; l'autre, le 23 août, à Marseille, par M. Borelli, le savant astronome, qui, dès 1868, signalait sa première comète passant dans le champ de l'Observatoire, d'où, tout jeune savant, il était déjà avec un plein succès le flamment de Franco.

Le Pavillon de Hanovre

Encore un vandalisme, mais accompli chez nous, par des gens de chez nous. On parle, en effet, de démolir le Pavillon de Hanovre pour édifier, à sa place, un gigantesque cinéma.

Pourtant, nous ne manquons pas, certes, de cinémas, grands ou petits. Mais nous n'avons guère de bijou architectural aussi rare, aussi gracieux que ledit Pavillon. C'est l'unique vestige d'un magnifique hôtel, bâti, en 1707, pour le financier La Cour. Il fut successivement l'hôtel de Tournou, puis d'Anlin, puis de Richelieu.

Sous le Directoire, le Consulat et l'Empire, le Pavillon de Hanovre fut le rendez-vous des citadins avides de délassements. On y gambolait. On y dansait. On y donnait des concerts. Le fameux Tortoni, associé au glacier Velloni, y déployait ses talents gastronomiques.

En dépit de tous ces encanaillements et adaptations, l'antique et charmant logis nous était parvenu à peu près sain et sauf. Les hommes vont-ils se montrer plus cruels que le plus cruel des vieillards : le Temps ?

Espérons que la Ville ou l'Etat achèteront le Pavillon de Hanovre, et le sauveront de la pince du démolisseur.

Les beaux masques

A en croire les journaux de New-York, le président Wilson aurait exprimé le désir de faire mouler le masque des principaux délégués à la Conférence de la paix. Même, une jeune artiste américaine aurait ainsi obtenu, il y a quelque temps, de M. Clemenceau qu'il voulait bien se prêter à l'opération assez délicate du moulage : couche de paraffine sur le visage et de savon sur les moustaches, puis application de plâtre fin.

La chose paraît, à vrai dire, peu croyable, étant donnée la patience bien connue de notre Tigre. Le voit-on supporter, immobile pendant de longues minutes, ces capotages de paraffine, savon et plâtre... Il enverrait certainement tout au diable... y eût pris le mouleur.

Du lait à bon marché

Nous en avons, en France, beaucoup ; nous pourrions en avoir encore plus ; et nous continuons de négliger cette richesse de premier ordre : le lait de chèvre.

Le lait de chèvre est exquis, et peu coûteux, mais il semble qu'on ne le boive, à Paris, qu'aux Champs-Élysées, par une sorte de dilettantisme, et que, pour traiter

la chèvre, il faille l'offrir de rubans et la promener entre la Concorde et l'Arc de Triomphe. Dans la banlieue, dans la campagne, surtout dans les faubourgs, la chèvre est négligée, après avoir été longtemps suspectée.

Veut-on comparer ce que coûtent et ce que donnent la vache et la chèvre ? Une bonne vache laitière se paye aujourd'hui 3.000 à 3.500 francs ; sa nourriture coûte 5 à 6 francs par jour (fourrages et tourteaux), et elle fournit 8 à 10 litres de lait. Or, des expériences récemment suivies en Seine-et-Marne établissent que la chèvre-mouton (sans cornes) produisant 2 litres d'excellent lait, représente une nourriture de 1 franc par jour et un capital de 200 francs, tant actuels ; c'est donc un capital dix à quinze fois moindre pour un revenu du cinquième ou même du quart.

Les applications de cette « idée » simple peuvent être, surtout dans les régions libérées, considérables. Nous serions heureux de savoir ce que l'on a fait dans ce sens — et nous rappelons, avec quelque amertume, que les Allemands ont depuis longtemps développé chez eux l'élevage de la chèvre comme une richesse nationale.

Compliments mitigés

Une Américaine qui a vu de près nos Français leur tresse une guirlande de compliments, mais y mêle, toutefois, comme une touffe d'orties, deux petits reproches. Pour les compliments, nos dames les méritent et, à cet égard, nous les remercions.

« Les Françaises », déclare notre Américaine, deviennent des épouses et des mères admirables. J'ai été assez longtemps ici pour le constater. Elles s'entendent merveilleusement à tenir une maison, quoique, sauf dans les hautes classes, elles mélangent trop de meubles dans leur salon, et trop d'ail dans leur cuisine... Mais, comme elles savent conserver la nourriture ! Et comme elles connaissent l'économie ! Et, en plus de toutes ces vertus féminines, elles ont l'instinct combatif. Ce sont, prises dans leur ensemble, les femmes les plus courageuses que j'aie connues, je crois, et les plus fermement patriotiques. Leur patriotisme est si profond, c'est tellement une partie d'elles-mêmes, qu'elles ne pensent jamais à en dire un mot. Si vous voulez séparer une Française de son amour pour la France, de son désir de servir la France, il faudrait que vous la déchiriez par membre et que vous la mettiez en petits morceaux...

A l'ail près, on ne saurait mieux dire, n'est-ce pas ?

Pour le cinéma

Les Américains sont les rois du film, c'est entendu. Mais dame ! de nos jours, on le sait bien, les couronnes sont fort instables. Les lauriers — et les sacs d'or aussi, sans doute — de leurs confrères d'outre-Atlantique empoignent de dormir les entrepreneurs de films anglais.

Voici que ces derniers ont loué l'île de Burgh, dans le Devon, dont les côtes pittoresques se prêtent merveilleusement à servir de fond pour les péripéties échevées et romantiques qu'offre un drame du cinéma.

L'émulation est une belle chose. A quand le film sensationnel dont les scènes se dérouleront aux rives du lac du Bourget ou sur les côtes déchiquetées du Finistère ?

A WISSEMBURG

Pressé par un horaire inflexible, M. Poincaré ne s'est arrêté à Wissembourg que le temps de quitter son automobile pour le train qui devait le conduire à Bâle.

La ville de Bâle a droit à de grands honneurs pour son siège glorieux. Mais Wissembourg, sentinelle avancée de l'Alsace, a vu, le 4 août 1870, la première bataille de cette guerre, qui en fut aussi la première surprise. Ralliés précipitamment, nos soldats firent une héroïque défense sur les remparts de la ville, et, plus au sud, dans la plaine du Geisberg, où le général Douay trouva la mort.

Depuis lors, les familles françaises de Wissembourg n'ont jamais manqué de célébrer cet anniversaire. De tous les jardins on apportait, dans la maison désignée pour cet honneur, fleurs et feuillures par brassées. Les jeunes filles réunies les tressaient en couronnes et en guirlandes, pour décorer, au cimetière, le monument des soldats français. Assemblées souriantes par le rapprochement de tant de frais visages, mélancoliques par la pensée funèbre qui les dominait et le regret des frères, des amis, des fiancés partis pour servir la France et qui ne revenaient plus.

Quelques semaines plus tard, les commerçants allemands arboraient leurs drapeaux à l'effigie d'agiles pour l'anniversaire de Sedan. Les officiers se retrouvaient à leur messe, devant une table chargée. De nombreux hoch ! à l'invincible supérieur retentissaient. A la porte, les ordonnances attendaient l'heure de ramener au logis leurs maîtres titubants. — Louis LALOT.

La cravache ministérielle

Les arbalètes bruxelloises de la mode sont en grand émoi. Ils jugent que M. Vandervelde a des innovations un peu trop démocratiques.

Ainsi, lors de la cérémonie des funérailles des fusillés bruxellois, l'honorable

ministre suivit le convoi en veston, chapeau mou, Et, inconvenance encore plus forte, il portait à la main une cravache pareille à celle qu'adoptionnent les officiers anglais.

Et on ne peut pas, hélas ! en douter. C'est un système. A la réception du lord chancelier d'Angleterre, au Palais de Justice, réception que M. Vandervelde illustra, d'ailleurs, de sa présence et d'un magnifique discours, il avait revêtu de nouveau le veston débonnaire et le chapeau mou. Et il tenait en main sa cravache coutumière.

Cette cravache, est-ce un symbole ? Est-ce une réalité ? C'est ce que se demandent avec anxiété les Bruxellois qui n'ont pas autre chose à faire.

Cri d'alarme

L'an prochain auront lieu, à Anvers, des jeux olympiques ou concourront les meilleurs athlètes du monde. Comme on sait, jusqu'ici, les Américains sont supérieurs. Ils battent les races latines, qui les dépassent, généralement, dans les luttes artistiques.

Mais les gens de l'ancien monde se résignent mal à la supériorité sportive du nouveau. Les divers peuples d'Europe font un sérieux effort : ils s'entraînent avec ardeur. Et déjà, les journaux sportifs, pour stimuler les ardeurs, poussent dans leurs gigantesques manchettes d'éloquents cris d'alarme. En voici quelques échantillons :

« Préparez-vous à Anvers ! »
« Attention ! Anvers est proche ! »
« Menace-nous de septembre 1920 ! »
« Anvers dans dix mois ! »

Ainsi, Jules César, trop confiant en son étoile, était supplié par ses amis de se méfier des idées de mars.

Le langage des cigarettes

Il y a le langage des fleurs, celui des lignes de la main... Mais, jusqu'ici, on avait un peu négligé le langage de la cigarette.

Rien de plus éloquent, pourtant. Celui qui fume sa cigarette avec béatitude, laissant monter vers le ciel les spirales bleues, calmes et régulières, est un homme pondéré, aimable, enclin au luxe, mais sans exagération. Vous pouvez vous fier à lui.

Par contre, vous ne sauriez trop vous méfier de l'homme qui fume depuis nuages de fumée. C'est généralement un extravagant, un égoïste. Son commerce ne peut être plein que de déboires et de déceptions.

Le fumeur hâtif qui émet de petites bouffées espérées, irrégulières, est intelligent, sans doute, mais nerveux et peu sociable. Toutefois, il est appliqué, consciencieux et capable de mener à bien une entreprise.

Quant à celui qui conserve la cigarette aux lèvres, sans jamais la poser, fuyez-le ! C'est un désordonné, laborieux, sans doute, mais chimérique. Par contre, celui qui laisse exhaler, comme un soupir, de sa bouche lasse les volutes bleues, c'est un nonchalant, un « fruit sec ».

Conclusion : n'entreprenez jamais une affaire avec quelqu'un sans lui offrir avant le contrat une ou deux cigarettes... Et pour le mariage, grave affaire, choisissez une femme qui fume. Il n'en manque pas ! Le difficile, aujourd'hui, est de trouver le tabac.

Homonymies

A ajouter à la liste des homonymes illustres : Mme Sarah Bernhardt, marchande des quatre-saisons. Tous les matins, vous pouvez la voir et lui marchander ses salades et ses carottes, place de l'Ecole-Polytechnique. Elle occupe son stationnement depuis 1878.

Tout comme l'illustre tragédienne, son homonyme, elle a connu Viviani, Millerand, Barthou, et bien d'autres, qui ont fait parler d'eux... Mais elle les connaît du temps qu'ils étaient étudiants. Elle a connu aussi l'âge d'or... La bonne Sarah Bernhardt-Crampeville, presque centenaire, se souvient d'avoir vendu des cerises à un sou le kilo, des fraises à trois sous, et de très beaux choux-fleurs à deux sous... Mais elle était jeune, en ces jours-là... Combien je regrette...

PONT DES ARTS

Vient de paraître : Une page de l'histoire du Service de Santé militaire, par le médecin inspecteur Marcel Tournassat ; L'Atlas de la Pologne, par M. P. Maurelle ; Mado, ou la Guerre à Paris, par M. Maurice Level ; Nos ancêtres sur le Rhin, par M. P. de Padellou, lauréat de l'Académie française ; L'Homme d'Inde, par M. Charles Richet ; L'Exemple de l'abbé Joutet, par M. J. Bruno-Ruby, préface de M. Julien de Naxos ; Suzanne et son vieillard, par M. Hucace Van Offel ; La Poétique de demain, par M. André Cayrol ; Notre Oncle d'Amérique, souvenirs et impressions d'une Parisienne sur les travaux de la Croix-Rouge américaine, par M. Paul Junka ; Heures d'une mère (1914-1918), par A. Camille ; Le Fils des Trois Mousquetaires, roman comique de cape et d'épée, par Cassin ; Sous l'égide de la Marne, par M. Edmond Pilon.

L'Ecole des jésuites français de Siwas (Asie-Mineure) vient d'être réinstallée.

LE VEILLEUR.

M. JACQUES ROUCHE ET LES REPRÉSENTATIONS WAGNÉRIENNES

On sait que, vendredi soir, M. Raux, préfet de police, interdit le concert des Tuileries, qui avait inscrit à son programme une sélection des œuvres de Wagner.

Nous avons demandé à M. Jacques Rouché, directeur de l'Opéra, ce qu'il pensait d'une pareille mesure.

Il y a là, nous a-t-il répondu, un fait d'ordre public qu'il ne m'appartient pas d'apprécier, rien ne concernant pas les raisons. L'Opéra qu'une affiche annonçant le concert des Tuileries avait été lacérée aux endroits où apparaissait le nom de Wagner. Si l'audition des œuvres wagnériennes est susceptible de déplaire au public, rien d'étonnant à ce que des mesures de police aient été prises.

Prévoyez-vous des représentations wagnériennes à l'Opéra ?

— Je n'en prévois aucune.

LA SAISON PROCHAINE A L'ODÉON

Nous avons donné, il y a quelques jours, le programme des pièces nouvelles que M. Paul Gavault, directeur de l'Odéon, montera dans la saison 1919-1920. Ajoutons-y l'An XII, de MM. Adolphe Aderer et Armand Ephraïm, et le Maître de son cœur, de M. Paul Raynal.

Les soirées classiques du lundi comprendront des représentations de *Horace*, le *Cid*, *Cinna*, *Polyeucte*, de Corneille ; *Andromaque*, *Bérénice*, *Britannicus*, *Esther*, *Iphigénie*, les *Pléiades*, *Rhénée*, de Racine ; les *Menachemes*, le *Retour imprévu*, *Attendez-moi sous l'orme*, les *Folies amoureuses*, le *Légataire universel*, de Regnard ; *L'Avare*, le *Bourgeois gentilhomme*, *L'Ecole des Femmes*, le *Dépit amoureux*, les *Fourberies de Scapin*, le *Médecin malgré lui*, le *Misanthrope*, de Molière ; le *Jeu de l'Amour et du Hasard*, les *Faussez Confidences*, le *Legs*, de Marivaux ; *Il ne faut jurer de rien*, *On ne badine pas avec l'amour*, *Caroline*, *Louison*, d'Alfred Musset ; les *Trois Sultanes*, de Favart ; le *Jaloux honteux de l'être*, l'Expiation, de Descaud ; *Wenceslas*, *Saint-Genest*, de Rolland ; *Malomah*, *Mérop*, de Voltaire ; les *Enfants d'Edouard*, *Marino Faliero*, de Casimir Delavigne ; *André del Sarto*, avec une partition inédite de M. Reynaldo Hahn ; *Il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée*, *Fantasio*, d'Alfred de Musset ; *Shylock*, adaptation de M. Edmond Haraucourt, partition inédite de M. Gabriel Faure ; les *Joyeuses Comédiennes* de *Wind*, adaptation de M. Raymond Genly, partition inédite de M. Charles Cuvelier, de Shakespeare ; *Anglais ou le Fou raisonnable*, de Patrice ; le *Roman d'une heure*, d'Alfred Assolant ; *La Fausse Agnès*, de Descaud ; *L'Ecole des Bourgeois*, de d'Alembert ; la *Métamorphose*, de Piron ; *Charlotte Corday*, l'Honneur et l'Argent, de Ponsard.

Parmi les pièces qui seront représentées aux matinées modernes du samedi, citons : le *Fus de Giboyer*, d'Emile Augier ; les *Idees de Mme Aubray*, d'Alexandre Dumas fils ; *Eugénie Grandet*, d'Artaud ; *Après Balzac* ; la *Lutte pour la Vie*, d'Alphonse Daudet ; les *Misérables*, de Victor Hugo et Paul Meunier, etc.

LES GRANDES REPRÉSENTATIONS DE M. GÉMIER AU CIRQUE D'HIVER

M. Sandberg, directeur du Cirque d'Hiver, vient de s'entendre définitivement avec M. Firmin Gémier, qui donnera dans un cadre propre à ses intéressantes démonstrations artistiques des représentations avec un grand déploiement de mise en scène. Au début de la saison, M. Gémier expliquera dans une conférence le but qu'il veut atteindre, au point de vue social. Il appliquera dans le cadre du Cirque d'Hiver cette technique qui nous a déjà valu de si belles manifestations, mais il aura la liberté de le faire avec plus d'ampleur que dans une salle de théâtre. M. Gémier montera *Œdipe, roi de Thèbes*, de M. Saint-Georges de Bouhélier ; *Antoine et Cléopâtre*, de Shakespeare, adaptation de M. Népote, musique de M. Rabaud ; et la grande pastorale prophétique de MM. d'Esclat et Hollem.

LES PROJETS DE M. LUCIEN ROZENBERG

M. Lucien Rozenberg, qui avait assumé pendant la guerre la direction intérimaire du théâtre de l'Athénée, en remplacement de M. Abel Deval, mobilisé, devient directeur de ce théâtre à titre définitif à partir de cette saison.

L'Athénée rouvrira dans la première quinzaine de septembre, dans une salle complètement rajoutée. Tout en conservant son cachet Louis XV, le théâtre de l'Athénée, qui est actuellement la proie des

entrepreneurs, des peintres et des décorateurs, sera d'une teinte violette et rouge et fera l'effet le plus plaisant. Les fauteuils et les caisses s'adaptaient parfaitement à ce cadre. Le rideau d'avant-scène sera l'œuvre du peintre Domergue. Les couleurs et le vestibule résonneront d'un chaud coloris granit et mauve.

Quant à ses projets artistiques, M. Lucien Rozenberg a bien voulu nous les confier :

Ma saison débutera, nous dit-il, avec une comédie nouvelle en trois actes de MM. Raimu en Colulus et Maurice Hennequin. *Amour quand tu nous tiens*. Voilà une collaboration nouvelle qui nous promet une série de comédies charmantes et elle marquera une date, puisque *Amour quand tu nous tiens*... est la première inédite de M. Raimu Colulus depuis la guerre. Elle servira de rentrée à l'Athénée à Mme Augustine Leriche, qui a créé cette scène *Les Bleus de l'*

